

PROGRAMME DE COOPERATION GOUVERNEMENTALE

Fonds pour les forêts du Bassin du Congo

DOCUMENT DE PROJET

Pays:	Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad
Titre du projet:	Renforcement de la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire en Afrique centrale
Symbole du projet:	GCP/RAF/479/AFB
Donateur:	Banque Africaine de développement (Don du Fonds pour les forêts du Bassin du Congo (FFBC))
Agences de mise en œuvre:	Ministères responsables des forêts dans les cinq pays de l'Afrique centrale (Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad) et COMIFAC
Durée:	Trois ans
Date de démarrage:	1 décembre 2012
Budget du projet:	3 369 267 EUR (soit 4 225 060 USD au taux des Nations Unies en août 2012)

Résumé du projet

Le projet contribue à la réduction de la pauvreté et à la gestion durable des forêts en Afrique centrale à travers la gestion et la valorisation des Produits forestiers non ligneux (PFNL). Il vise à intégrer les Directives sous-régionales de la COMIFAC et les principes du droit à l'alimentation dans les législations et stratégies nationales et à élaborer des stratégies de développement du secteur PFNL. Le projet compte ainsi mettre en place un cadre institutionnel qui permettra aux communautés locales de tirer véritablement profit des PFNL en levant les barrières à leur gestion et commercialisation durables. Des activités spécifiques de renforcement des capacités entrepreneuriales des communautés locales seront réalisées au niveau des sites pilotes. Un système d'information sur les PFNL sera mis en place pour donner, aux décideurs et à l'opinion publique, une image positive de la contribution des PFNL à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à l'économie nationale.

Table des matières

Acronymes

1. CONTEXTE

- 1.1 Contexte général
- 1.2 Contexte sectoriel
 - 1.2.1 Priorités de développement et Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)
 - 1.2.2 Cadre national sur les priorités à moyen terme (CNPMT) et Plan-cadre d'assistance au développement des Nations Unies (PCADNU)
- 1.3 Politique sectorielle et législation

2. LOGIQUE

- 2.1 Problèmes/questions à aborder
- 2.2 Parties prenantes et bénéficiaires cibles
- 2.3 Justification du projet
- 2.4 Travaux antérieurs et connexes
- 2.5 Avantage comparatif de la FAO

3. CADRE DU PROJET

- 3.1 Impact
- 3.2 Effet direct et produits
- 3.3 Activités
- 3.4 Durabilité
- 3.5 Risques et hypothèses

4. DISPOSITIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LA GESTION

- 4.1 Cadre institutionnel et coordination
- 4.2 Stratégie/Méthodologie
- 4.3 Contribution du Gouvernement
- 4.4 Contributions du donateur/bailleur de fonds
- 4.5 Support technique/Liaisons
- 4.6 Dispositions pour la gestion et l'appui opérationnel

5. SUPERVISION, SUIVI, INFORMATION RELATIVE À LA GESTION ET COMPTE RENDU

- 5.1 Supervision et revues
- 5.2 Suivi et gestion des connaissances
- 5.3 Communication et visibilité
- 5.4 Calendrier des rapports

ANNEXES

- Annexe 1 Budget du projet GCP/RAF/479/AFB
- Annexe 2 Cadre logique du projet GCP/RAF/479/AFB
- Annexe 3 Plan de travail
- Annexe 4 Mandat du personnel international et national

Acronymes

ADM	Analyse et le développement des marchés
BAD	Banque africaine de développement
CEFDHAC	Conférence sur les écosystèmes des forêts denses et humides d'Afrique centrale
CNPMT	Cadre national sur les priorités à moyen terme
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
CPN	Comités de pilotage nationaux
CPR	Comité de pilotage régional
CTP	Conseiller technique principal
DSP	Document de Stratégie pays
DSPAR	Document de Stratégie pays axé sur les résultats
EUR	Euros
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FOE	Division de l'économie, des politiques et produits forestiers
FFBC	Fonds pour les forêts du bassin du Congo
GDF	Gestion durable des forêts
GIZ	Coopération technique allemande
LTO	Responsable de l'appui technique au projet
LTU	Unité technique chef de file
M.L	Monnaie locale
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
PCADNU	Plan-cadre d'assistance au développement des Nations Unies
PFNL	Produits forestiers non ligneux
PNSA	Programmes nationaux de sécurité alimentaire
PMEF	Petites et moyennes entreprises forestières
PTA	Plan de travail annuel
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RWF	Franc rwandais
SFE	Bureaux sous régionaux
SFC	Fonctionnaire technique chargé des forêts
SIM	Système d'information sur les marchés
SRC	Coordonnateur sous régional de la FAO en Afrique centrale
STD	Dobra de Sao Tomé-et-Principe
TCP	Programme technique de coopération
ToR	Termes de référence
TRI	Taux de revenus interne
TRE	Taux de rentabilité économique
UNDAF/PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VAN	Valeur actuelle nette
XAF	Franc CFA d'Afrique centrale

1. CONTEXTE

1.1 Contexte général

Le Bassin du Congo fait partie des principaux réservoirs de diversité biologique au monde. Les ressources de la biodiversité sont exploitées par les populations pour couvrir les besoins de subsistance et la génération de revenus. Près de deux tiers de la population de la sous région (environ 70 millions d'habitants) dépendent des forêts pour leur subsistance. D'une manière générale, la production agricole est insuffisante pour nourrir la population qui croît rapidement dans la sous région. Les besoins alimentaires sont couverts par les importations. Le rôle des forêts et des arbres, notamment sa contribution directe à l'approvisionnement alimentaire s'est fortement accru. Les PFNL sont principalement des plantes comestibles et médicinales, la viande de brousse, le rotin et autres fibres utilisés pour construire les habitations.

1.2 Contexte sectoriel

1.2.1 Priorités de développement de la Commission des forêts d'Afrique centrale (OMD)

Le projet contribuera à la mise en œuvre du Plan de convergence des objectifs du millénaire pour le développement (COMIFAC) qui résulte de la volonté politique des chefs d'Etats d'Afrique centrale qui, lors du sommet de Yaoundé de mars 1999, ont pris l'engagement de gérer les forêts d'Afrique Centrale de manière concertée et durable. Le Plan de convergence de la COMIFAC met un accent particulier sur les produits forestiers non ligneux et leur importance dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le projet apporte une contribution à huit des dix axes stratégiques du Plan de convergence à savoir: (i) l'harmonisation des politiques forestières et fiscales, la connaissance des ressources; (ii) la conservation de la diversité biologique; (iii) la valorisation économique des filières bois, faune, PFNL et tourisme; (iv) la création et le renforcement des petites et moyennes entreprises forestières; (v) le renforcement des capacités, la participation des acteurs, l'information et la formation; (vi) la Recherche-développement; et (vii) l'instauration de la coopération régionale et des partenariats.

Le projet est conforme aux Stratégies nationales de réduction de la pauvreté élaborées par les pays concernés, ainsi qu'aux Programmes nationaux de sécurité alimentaire (PNSA).

Il couvre trois domaines thématiques du FFBC, à savoir: (i) la gestion forestière et pratiques durables; (ii) le suivi écologique et socio-économique et données de référence; (iii) les avantages des marchés du carbone et le paiement des services d'écosystème.

Le projet contribuera à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à travers ses activités en faveur de l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim, de la promotion de l'égalité des genres, de la durabilité environnementale et de l'instauration d'un partenariat international/régional pour le développement.

1.2.2 Cadre national sur les priorités à moyen terme (CNPMT) et Plan-cadre d'assistance au développement des Nations Unies (PCADNU)

Le projet contribue à l'objectif stratégique E de la FAO «gestion durable des forêts et des arbres» et au résultat organisationnel E04 «les valeurs sociales et économiques et les avantages pour les moyens d'existence procurés par les arbres et les forêts sont renforcés, et les marchés pour les produits et services forestiers contribuent à faire de la foresterie une utilisation durable des terres plus viable en terme économiques» dont la mise en œuvre est coordonnée par la Division de l'économie, des politiques et produits forestiers (FOE). Sur le plan régional, le projet s'inscrit dans la deuxième priorité «promouvoir la gestion durable des ressources naturelles» et au Produit de l'Organisation E04A207 «les pays d'Afrique subsaharienne bénéficient d'une assistance pour élaborer et/ou mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes de gestion durable des forêts qui sont susceptibles de contribuer à la bonne gouvernance des forêts, à la réduction de la pauvreté et à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets». Le projet est en adéquation avec les priorités identifiées pendant la formulation des CPF dans les pays concernés. Il contribue à cet effet au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) dans les pays respectifs couverts par le projet.

1.3 Politique sectorielle et législation

Le dialogue politique sur le rôle des PFNL dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté en Afrique centrale a été initié et facilité par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du projet GCP/RAF/398/GER «Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique centrale à travers la gestion durable des produits forestiers non ligneux». Ce projet a permis de faire le point sur le cadre politique et législatif dans chaque pays de la sous région et sensibiliser les décideurs politiques sur les opportunités offertes par les PFNL et les contraintes au développement de ce secteur. Il est apparu, qu'au cours des années 2000, les politiques sectorielles et les législations ne permettaient pas de saisir les opportunités offertes par les PFNL. A cet effet, le projet s'est attelé à faciliter un processus sous régional d'élaboration des cadres juridiques favorables à la promotion d'une utilisation et commercialisation plus durables des PFNL comestibles en Afrique centrale. Cet exercice a permis d'élaborer des directives sous régionales relatives à la gestion durables des PFNL d'origine végétale en Afrique centrale. Celles-ci ont été approuvées par le Conseil des ministres de la COMIFAC en octobre 2008. Il a été recommandé, à chaque pays de la sous région, d'utiliser ces directives pour développer ou améliorer leur législation forestière nationale. Ces directives (téléchargeables sur le site: www.fao.org/foresterie/site/43715/en)

fournissent aux pays membres de la COMIFAC des orientations spécifiques pour ajuster leur cadre juridique national afin de favoriser une gestion participative des PFNL, de permettre aux petites et moyennes entreprises de tirer davantage de profit de la chaîne de valeur des PFNL, d'améliorer le commerce régional des PFNL mais aussi d'accroître leur contribution à l'économie nationale.

Le processus d'internationalisation de ces directives dans les politiques sectorielles a été initié au Cameroun et en République démocratique du Congo avec le soutien de la FAO grâce au projet GCP/RAF/408/EC, ainsi qu'au Congo, au Gabon et en République centrafricaine dans le cadre du projet GCP/RAF/441/GER. Le présent projet assistera les autres pays de la COMIFAC à élaborer une Stratégie et un cadre juridique favorable à la promotion d'une utilisation et commercialisation durables des PFNL.

2. LOGIQUE

2.1 Problèmes/questions à aborder

Les PFNL fournissent aux communautés des aliments et des activités qui génèrent des revenus; elles contribuent donc à améliorer leurs moyens d'existence et à assurer leur sécurité alimentaire. Cependant, les politiques, programmes et législations ne permettent pas encore aux communautés locales de tirer véritablement profit des PFNL. Les barrières à la gestion durable et à la commercialisation des PFNL sont principalement d'ordre institutionnel, organisationnel et technique.

- (i) *La législation sur l'exploitation commerciale des PFNL est inadéquate ou inexistante*

Les principales espèces de PFNL font l'objet d'une exploitation non durable en raison notamment de leur utilisation commerciale non contrôlée. La compétition pour la ressource débouche souvent sur une collecte excessive des PFNL qui empêche leur régénération et cause progressivement la dégradation de la ressource. Le manque de législation en matière de contrôle d'accès et d'utilisation commerciale des PFNL est la cause principale de la dégradation des ressources forestières. Lorsqu'elle existe, la réglementation privilégie un régime de quotas et ne s'inscrit pas dans une vision stratégique clairement explicitée.

- (ii) *Les capacités des communautés, qui dépendent des forêts, de gérer leurs ressources forestières et de bénéficier de leur utilisation d'une manière durable sont limitées*

Les communautés locales récoltent les PFNL pour leur subsistance et pour se procurer des revenus. Cependant, leurs capacités organisationnelles et techniques ne sont pas suffisantes pour une exploitation durable des PFNL à des fins commerciales, même si un cadre juridique approprié est établi. La gestion durable de la ressource renvoie à la reconnaissance de certains droits aux communautés et à l'acquisition des compétences en

matière de négociation des choix décisionnels, de développement d'entreprises de PFNL, d'accès aux marchés, etc. Les études initiales ont montré que les capacités des communautés dépendant des forêts à gérer efficacement et à commercialiser les PFNL de manière profitable et durable sont limitées. Ce constat est aussi valable pour les agences gouvernementales et les ONG qui sont appelées à assister les communautés locales.

(iii) *L'absence d'information de base ne permet pas d'améliorer la visibilité du rôle des PFNL dans l'économie nationale, et donc d'influencer les choix politiques et l'opinion publique*

La contribution des forêts à l'économie nationale a été, jusqu'à une date relativement récente, considérée à travers la production du bois d'œuvre. Les PFNL ont été perçues comme des produits secondaires de faible importance. Cette perception s'est traduite par une attention particulière accordée aux produits ligneux dans les politiques et programmes de développement. En dépit des progrès notés dans certaines administrations spécialisées, l'image que les décideurs politiques se font des PFNL et de leur contribution à l'économie nationale n'a pas beaucoup évolué. Cela se répercute dans les choix politiques aussi bien pendant l'élaboration des plans d'actions qu'au cours de l'adoption des budgets par les Parlementaires. Les autres parties prenantes clés, comme le secteur bancaire et le secteur privé reste très réservées vis-à-vis des PFNL, produits relégués dans le secteur informel et qui n'offrent pas de perspectives économiques viables.

2.2 Parties prenantes et bénéficiaires cibles

Les bénéficiaires du projet sont essentiellement les communautés rurales des cinq pays concernés par le projet. Les autres bénéficiaires sont les agences gouvernementales dans les pays concernés par le projet, les ONG et les consommateurs. Au niveau sous-régional, le Secrétariat exécutif de la COMIFAC bénéficiera du projet et participera à sa mise en œuvre.

Communautés rurales

Les communautés rurales vivant près ou dans les forêts sont les premiers bénéficiaires du projet. Une attention particulière est accordée aux populations les plus vulnérables, en particulier les femmes, les populations autochtones (Pygmées) et les populations qui souffrent d'insécurité alimentaire qui sont estimées à 63 pour cent au Burundi, 40 pour cent au Rwanda et 38 pour cent au Tchad, et. Le projet facilitera la mise en place des conditions cadre qui permettront à ces populations d'exploiter et de commercialiser les PFNL, en toute légalité.

Autres partenaires

Au niveau du terrain, les revendeurs de PFNL bénéficieront aussi directement du projet à travers notamment l'amélioration de l'offre et de l'accès aux produits (système d'information sur les marchés, ventes groupées, etc.).

Les services d'appui au niveau local et au niveau national bénéficieront du projet par le biais de formations techniques en gestion et en développement des capacités entrepreneuriales, et seront en mesure d'assister les communautés locales et les ONG.

Les ONG bénéficieront du projet et contribueront à ses résultats. Certaines ONG ont acquis une expérience considérable ces dernières années dans l'amélioration des moyens d'existence et la gestion communautaire des ressources naturelles. Le projet passera en revue les expériences acquises pour assurer la reconnaissance de leurs compétences et contribuera à intégrer leur travail dans les formations, programmes et politiques. Le projet soutiendra ces Organisations non-gouvernementales (ONG) à travers un processus d'apprentissage par l'action. Elles seront ainsi impliquées dans la mise en œuvre des activités du projet sur les sites pilotes.

2.3 Justification du projet

Ce projet a été conçu en réponse à la requête faite par le Conseil des Ministres de la COMIFAC en octobre 2008. Il s'inscrit dans le processus initié par le projet GCP/RAF/398/GER «Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des PFNL». Ce premier projet a permis à six pays des sous régions de dresser un état de lieux et d'élaborer les «Directives sous régionales relatives à la gestion durables des PFNL d'origine végétale en Afrique centrale». Ces directives ont été approuvées par le Conseil des Ministres de la COMIFAC en octobre 2008. Le Conseil des Ministres a par ailleurs encouragé tous les pays membres de la COMIFAC à intégrer ces directives dans les politiques et législations forestières et sollicité l'assistance de la FAO. En réponse à cette requête, la FAO a mis en œuvre le projet GCP/RAF/408/EC en appui au Cameroun et à la République démocratique du Congo, et le projet GCP/RAF/441/GER en appui au Congo (Brazzaville), au Gabon et à la République Centrafricaine. L'intégration de ces Directives au niveau national est une activité principale du présent projet. C'est pour cette raison que la proposition de projet a été élaborée par la FAO en collaboration avec les gouvernements concernés et la COMIFAC. Il permet d'assister les autres pays membres de la COMIFAC, notamment le Burundi, la Guinée Equatoriale, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

2.4 Travaux antérieurs et connexes

Le Gouvernement du Cameroun a requis l'assistance de la FAO en 2003 pour l'aider à passer en revue son secteur des PFNL. Un projet TCP ("Soutien institutionnel pour promouvoir l'utilisation et la gestion durable des produits forestiers non ligneux au Cameroun" - TCP/CMR/2905) a analysé le secteur des PFNL et a élaboré des recommandations pour la gestion durable et l'utilisation de produits sélectionnés, dont notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'une Stratégie nationale et d'un plan d'action. Ce projet TCP a aussi révélé les avantages d'une approche régionale pour développer le secteur des PFNL et a encouragé la FAO à formuler le projet régional pour le développement des PFNL en Afrique centrale: GCP/RAF/398/GER «Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique centrale à travers la gestion et l'utilisation durable des produits forestiers non ligneux».

Le projet régional GCP/RAF/398/GER a contribué à une meilleure clarification des nombreux rôles que jouent les PFNL dans la réduction de la pauvreté, la gestion durable des forêts et la sécurité alimentaire dans la région. Ce projet régional, financé par le Gouvernement allemand, a opéré dans six pays de l'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, et République du Congo) de 2005 à 2008.

Ce projet a analysé le cadre juridique existant au niveau national et régional gouvernant l'utilisation et la commercialisation des PFNL. Les «Directives sous régionales relatives à la gestion durable des produits forestiers non ligneux d'origine végétale en Afrique centrale» ont été développées comme principales composantes d'une Stratégie régionale pour la mise en œuvre d'un cadre juridique approprié qui améliore le développement du secteur des PFNL et harmonise les législations forestières de la région. Ces Directives proviennent d'études spécifiques et de deux Ateliers régionaux organisés conjointement par la COMIFAC, la FAO et l'Agence allemande de la coopération technique (GTZ) en juillet 2006 et novembre 2007. Ces Directives ont été validées par des experts des pays d'Afrique centrale durant la 6^{ème} Conférence des écosystèmes de forêts denses humides d'Afrique centrale, tenue à Libreville au Gabon, du 20 au 22 novembre 2007 et lors de la Réunion préparatoire de la Session extraordinaire du Conseil des Ministres de la COMIFAC organisée à Mongomo, en Guinée équatoriale, le 14 janvier 2008.

Le Conseil des Ministres de la COMIFAC, réuni en Session extraordinaire, du 26 au 27 octobre 2008 à Brazzaville au Congo, a adopté les Directives régionales sur les PFNL et invité les pays membres à les intégrer dans leurs législations et réglementations forestières nationales. Il a également invité la FAO à assister les pays des sous régions. Les gouvernements du Cameroun et de la République démocratique du Congo ont été les premiers à recevoir une assistance de la FAO à travers le projet GCP/RAF/408/EC.

Le projet GCP/RAF/408/EC «Mobilisation et renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises impliquées dans la production et la commercialisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) en Afrique centrale» a été financé par la Commission européenne et mis en œuvre de 2007 à 2011. Ce projet a permis d'accroître les revenus des populations rurales en renforçant les capacités entrepreneuriales et en assurant une gestion durable des ressources grâce à l'élaboration de cadres institutionnels favorables au Cameroun et en RDC (<http://www.fao.org/foresterie/43055/en/>).

La FAO a poursuivi son assistance à trois autres pays des sous régions (le Congo, le Gabon et la République centrafricaine), dans le cadre du projet CGP/RAF/441/GER: «Renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique centrale à travers la gestion durable des produits forestiers non ligneux». Ce projet financé par le Gouvernement allemand a permis aux pays bénéficiaires de se doter des stratégies et des législations qui prennent en considération les directives sous-régionales et les principes du droit à une alimentation adéquate. Il a permis également de renforcer les capacités entrepreneuriales des communautés locales au niveau des sites pilotes et de produire un certain nombre d'outils en appui à une conception de la gestion durable des PFNL basée sur les directives sous-régionales et les principes du droit à une alimentation adéquate. Le

présent projet entend consolider et capitaliser les acquis des projets cités précédemment dans les autres pays membres de la COMIFAC: Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.

2.5 Avantage comparatif de la FAO

La FAO fait partie d'un petit nombre d'agences techniques capables de fournir des conseils techniques en matière de gestion des PFNL et de formuler des politiques à ce sujet. Elle possède une longue expérience en Afrique centrale où elle s'est positionnée en partenaire leader de la COMIFAC en matière de PFNL dans la mise en œuvre de son Plan de convergence. Au cours des dix dernières années, la FAO est la seule agence qui a mis en œuvre trois projets sous régionaux sur les PFNL en Afrique centrale (GCP/RAF/398/GER, GCP/RAF/408/EC, GCP/RAF/441/GER). Un climat de confiance et d'assurance mutuelles a été ainsi établi entre la FAO, d'une part, et la COMIFAC et les pays des sous régions, d'autre part.

Le projet proposé vient s'ajouter au Programme régulier du Département des forêts et du Bureau sous-régional de la FAO pour accroître la contribution des PFNL à la sécurité alimentaire, et améliorer la génération des revenus et pour une gestion durable des forêts en Afrique centrale. La FAO est probablement la seule agence qui puisse fournir rapidement et efficacement l'expertise nécessaire d'une manière holistique et interdisciplinaire pour combiner à la fois des compétences diverses: forêt, nutrition, agriculture, droit et socio-économie.

Le projet utilisera les Directives de la FAO sur le droit à l'alimentation approuvées par le Conseil en 2004, comme instrument politique pour soutenir les pays dans leur mise en œuvre du droit à l'alimentation au niveau national. Grâce au travail de l'Unité pour le Droit à l'alimentation, la FAO est bien placée pour assister les pays à intégrer les principes et pratiques de droit à l'alimentation dans leurs programmes et politiques. Elle possède une expertise en matière d'alimentation, d'agriculture et de droit à l'alimentation et est mieux placée qu'une organisation des droits de l'homme pour résoudre une question techniquement et institutionnellement complexe comme les PFNL, la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation.

3. CADRE DU PROJET

3.1 Impact

Le projet contribue à l'amélioration des conditions de vie et de la sécurité alimentaire des ménages dépendants des forêts, et notamment des groupes les plus vulnérables, à travers la conservation et à la gestion durable des PFNL en Afrique centrale, et plus spécifiquement au Burundi, en Guinée Equatoriale, au Rwanda, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad.

3.2 Effet direct et produits

Le projet vise essentiellement à mettre en place, dans les pays concernés, un cadre institutionnel qui permet aux communautés locales de tirer profit des PFNL en levant les barrières à leur gestion et commercialisation durable.

Pour obtenir cet effet direct, les produits suivants sont attendus:

- Produit 1: Un cadre politique et juridique national qui intègre les directives de la COMIFAC sur les PFNL et les principes du droit à une alimentation adéquate est établi dans chaque pays.
- Produit 2: Les capacités des acteurs impliqués dans le secteur des PFNL sont améliorées.
- Produit 3: L'information sur l'importance des PFNL dans le développement économique et social est accessible.

3.3 Activités

- Produit 1: Un cadre politique et juridique national qui intègre les directives de la COMIFAC sur les PFNL et les principes du droit à une alimentation adéquate est établi dans chaque pays.
 - Activité 1.1 Analyser les cadres politiques et légaux des PFNL.
 - Activité 1.2 Analyser les filières PFNL.
 - Activité 1.3 Faciliter l'élaboration participative des Stratégies nationales des PFNL.
 - Activité 1.4 Faciliter l'élaboration des textes juridiques/réglementaires appropriés.
- Produit 2: Les capacités des acteurs impliqués dans le secteur des PFNL sont améliorées.
 - Activité 2.1 Faciliter le dialogue multi-acteurs sur les PFNL à travers le sous groupe de travail de la COMIFAC et ses Comités consultatifs nationaux.
 - Activité 2.2 Réaliser les études de base dans les sites pilotes du projet.
 - Activité 2.3 Faciliter le processus de développement entrepreneurial et de gestion durable des principaux PFNL.
 - Activité 2.4 Assister les PMEFS dans la mise en œuvre des activités prioritaires identifiées pendant l'élaboration des PDE et des plans de gestion.
 - Activité 2.5 Améliorer la connaissance sur les PFNL à travers l'octroi des bourses d'études et de recherche aux étudiants et aux chercheurs.

- **Produit 3:** L'information sur l'importance des PFNL dans le développement économique et social est accessible.
- Activité 3.1** Consolider les informations sur les thèmes prioritaires des PFNL.
- Activité 3.2** Diffuser ces informations à travers un système d'information sur les PFNL.
- Activité 3.3** Participer aux événements nationaux, régionaux et internationaux.

3.4 Durabilité

Le projet vise à intégrer les Directives sous-régionales de la COMIFAC et les principes du droit à l'alimentation dans les législations et Stratégies nationales et à élaborer des Stratégies de développement du secteur PFNL. Ces processus participatifs concerneront à la fois les gouvernements, la société civile et la population locale. L'adaptation des cadres légaux et politiques formera la base pour une amélioration durable, à long terme, des conditions régissant le secteur des PFNL. Le renforcement des capacités au niveau régional, national et local et la promotion des meilleures pratiques constitueront la clé de voûte de l'appropriation par les bénéficiaires et les parties prenantes des activités du projet. La plus value qu'ils tireront de leurs activités grâce au projet leur permettra de prendre en charge les coûts afférents à la poursuite de leurs activités au-delà de la fin du financement du projet. Dans chaque pays, la mise en œuvre des activités nationales sera effectuée par le binôme composé du Point focal national qui sera désigné par le Ministère en charge des forêts et du Coordonnateur national du projet pour s'assurer de l'ancrage direct du projet dans les Agences gouvernementales. De même, l'appui du projet au sous-groupe de travail PFNL de la COMIFAC concernera aussi les pays à travers la création des Comités consultatifs nationaux, qui permettront un ancrage stable et permanent du sous-groupe au niveau national.

3.5 Risques et hypothèses

Risques	Impact	Probabilité	Mesures d'atténuation
Disponibilité des membres du Comité consultatif national sur les PFNL	Retard dans la formulation de la Stratégie nationale et l'élaboration des textes réglementaires qui prennent en considération les directives de la COMIFAC et les principes du droit à une alimentation adéquate	Moyen	Choisir les membres de façon concertée sur la base des critères de sélection/clarifier les responsabilités des membres
Exclusion des groupes vulnérables	Les femmes et des minorités pygmées ne sont pas associées à la prise des décisions qui les concernent	Faible	les femmes et les pygmées seront considérés comme des groupes sociaux spécifiques
La situation sécuritaire ne permet pas l'accès aux sites pilotes	Retard dans le renforcement des capacités entrepreneuriales des communautés locales	Faible	Les sites seront choisis dans les zones non exposées aux conflits armés

4. DISPOSITIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LA GESTION

4.1 Cadre institutionnel et coordination

Le projet sera mis en œuvre par la FAO en collaboration avec le Secrétariat exécutif de la COMIFAC et les ministères en charge des forêts dans les cinq pays bénéficiaires.

Une équipe de coordination régionale du projet sera installée à Yaoundé dans les mêmes locaux que ceux utilisés par le projet GCP/RAF/441/GER. Cela améliorera nettement la collaboration et les synergies et permettra de réaliser des économies grâce au partage des structures, des expertises, du personnel et des équipements. Le choix de Yaoundé a été motivé pour des raisons de proximité avec le Secrétariat exécutif de la COMIFAC.

L'Unité de coordination du projet (UCRP) sera placée sous la direction d'un chef de projet expérimenté, ou Coordonnateur régional du projet, qui sera recruté à plein temps au niveau international, sur la base d'une liste restreinte, conformément aux procédures de la FAO, avec l'accord du FFBC (les termes de référence sont présentés en Annexe 4). Le chef de projet sera assisté par d'autres catégories de personnel, à savoir: cinq coordonnateurs nationaux basés dans les pays couverts par le projet, six chauffeurs (un pour le chef de projet et cinq pour les coordonnateurs nationaux), six assistants administratifs et un spécialiste des ressources naturelles/PFNL basés à la coordination régionale. Le personnel du projet sera recruté au niveau national par appel de candidatures.

L'UCRP sera directement chargée d'effectuer les activités régionales du projet. De plus, l'UCRP fournira un appui global en matière de gestion, technique et logistique pour la mise en œuvre des activités du projet au niveau national comme sur le terrain au Burundi, en Guinée Equatoriale, au Rwanda, à Sao Tomé et Princes et au Tchad. Le suivi, les rapports à consigner aux représentations/siège de la FAO et au Secrétariat exécutif de la COMIFAC, les échanges d'information, la mise en réseau, et la diffusion des enseignements tirés seront les autres principales activités du Coordonnateur régional.

Dans chaque pays, une Coordination nationale du projet mise en place et accueillie dans les locaux des ministères en charge des forêts dans les pays respectifs. Un Coordonnateur national de projet (CNP) sera recruté selon les procédures de la FAO et financé par le projet pour réaliser les activités sur le terrain. Il supervisera la mise en œuvre du projet au niveau national et dans les sites pilotes. Il sera responsable de la gestion au quotidien du projet et sera en charge de la préparation des rapports d'avancement. Il travaillera sous la tutelle directe du Coordonnateur régional et en étroite collaboration avec le Point focal national (PFN), Fonctionnaire désigné par le Ministère en charge des forêts. La Coordination nationale du projet aura recours aux consultants et experts locaux, aux agences (non-) gouvernementales et locales et aux ONG pour réaliser les activités sur les sites pilote.

La planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du projet seront réalisés en partenariat étroit avec les partenaires du Secrétariat exécutif de la COMIFAC, les gouvernements participants, la FAO et le FFBC. Au début du projet, la FAO, en consultation avec la COMIFAC et les gouvernements des pays participants organiseront un Atelier de planification du projet. Un Comité consultatif national dans chacun des cinq pays seront mis en place. Ce Comité sera constitué des représentants des différentes parties prenantes et sera affilié au sous groupe de travail de la COMIFAC sur les PFNL. Il servira de plateforme de dialogue et de concertation sur les réformes à entreprendre au niveau national sur la gestion et la valorisation des PFNL. A ce titre, le Comité consultatif national sera impliqué dans l'examen et la validation des principaux produits attendus du projet.

4.2 Stratégie/Méthodologie

Le projet privilégie une approche participative. Dans cette perspective, la Stratégie nationale et les textes réglementaires seront élaborés sur la base des compromis. Le projet est ainsi appelé à faciliter un processus décisionnel multi-acteurs, dans lequel les différentes parties prenantes vont construire ensemble une vision commune, des orientations et des axes stratégiques pour l'atteindre, et identifier les objectifs opérationnels et les actions appropriées. Le projet s'appuiera sur le Comité consultatif national, groupe multi-acteurs qui servira de plate-forme de réflexion, de concertation et de négociation. Le Comité consultatif national donnera l'opportunité aux représentants des différentes parties prenantes (départements ministériels, ONG, secteur privé, chercheurs, etc.) d'exprimer leurs points de vue et de négocier des compromis entre les points de vue opposés. Une feuille de route explicitant le nombre et l'objet des réunions du Comité sera élaborée au démarrage du processus. Les compromis obtenus par le Comité consultatif seront restitués au cours des Ateliers nationaux.

Les sites pilotes du projet seront identifiés d'une manière participative avant les études de base qui seront réalisées au début de projet. Au niveau de chaque site pilote, le projet procédera par des actions de coaching et facilitera un processus d'apprentissage par l'action. Il facilitera la réalisation du diagnostic et la planification stratégique par les communautés au moyen des outils appropriés, comme l'Analyse et le développement des marchés (ADM). Le projet contribuera ainsi au renforcement des capacités entrepreneuriales des communautés locales, à l'élaboration des plans de développement d'entreprises et à leur mise en œuvre. Le projet accordera aussi une attention particulière à la définition, par les communautés locales, des règles locales d'accès à la ressource et au contrôle de l'application de celles-ci. Les femmes et les peuples autochtones seront activement impliqués dans ce processus.

Les activités au niveau des sites pilotes seront réalisées avec l'appui des ONG locales. Les ONG seront ainsi considérées comme des partenaires pour la mise en œuvre des activités pilote. Le projet contribuera à développer leur capacité dans des domaines aussi variés, tels que: la prise en compte du genre, la gestion participative des ressources en PFNL, l'application des approches basées sur les droits, l'analyse et le développement des marchés, la gestion des PFNL, etc.

4.3 Contribution du Gouvernement

Dans chaque pays concerné par le projet, l'institution partenaire de la mise en œuvre du projet sera le Ministère en charge des forêts. Chaque ministère devra:

- désigner un Point focal national, fonctionnaire de haut niveau, qui travaillera en étroite collaboration avec le Coordonnateur national dans la mise en œuvre du projet;
- fournir les locaux, y compris l'équipement du projet et prendre en charge les coûts de fonctionnement de ces locaux;
- prendre des dispositions pour l'implication de tous les services techniques du Ministère et d'autres départements ministériels dans le processus de formulation de la Stratégie nationale sur les PFNL et l'élaboration des textes réglementaires;
- prendre des dispositions pour assurer la coopération des cadres nationaux avec les consultants et les fonctionnaires de la FAO;
- assurer les facilités requises pour le bon fonctionnement et l'exécution du projet;
- préparer les textes administratifs instituant le Comité consultatif national.

4.4 Contributions du donateur/bailleur de fonds

Le projet bénéficie d'un don du Fonds pour les forêts du bassin du Congo (FFBC) de 3 369 267 EUR (soit 4 225 060 USD) qui sera réparti comme suit:

Composantes	Coût indicatif	
	(EUR)	(%)
Composantes techniques		
1. Amélioration des cadres légaux, politiques et stratégies nationales des PFNL	926 329	27,49
2. Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des PFNL	980 206	29,10
3. Vulgarisation et sensibilisation sur la gestion durable des PFNL	756 433	22,45
Assistance technique et gestion administrative du projet		
Assistance technique et coût d'administration	601 454	17,85
Imprévus	104 845	3,11
Total	3 369 267	100

Le projet recevra un soutien financier additionnel (cofinancement en nature + apport d'autres projets) de la FAO de l'ordre de 6,5 pour cent (220 320 EUR) du montant global du projet.

4.5 Support technique/Liaisons

La Division de l'économie, des politiques et produits forestiers (FOE) sera l'Unité technique chef de file. Le fonctionnaire technique chargé des forêts (SFC) sera responsable de l'appui technique au projet (LTO). Le projet sera exécuté en étroite collaboration avec la COMIFAC et les Ministères en charge des forêts dans les cinq pays bénéficiaires.

4.6 Dispositions pour la gestion et l'appui opérationnel

La gestion et l'appui opérationnel seront assurés par le responsable du budget, en l'occurrence le Coordonnateur sous régional de la FAO en Afrique centrale (SRC/SFC), avec l'appui d'un fonctionnaire du Département de la coopération technique. Les frais de gestion de la FAO seront prélevés conformément au taux requis pour les projets financés par la Banque africaine de développement (BAD).

5. SUPERVISION, SUIVI, INFORMATION RELATIVE À LA GESTION ET COMPTE RENDU

5.1 Supervision et revues

Un Comité de pilotage régional (CPR) présidé par le Secrétariat exécutif de la COMIFAC et cinq Comités de pilotage nationaux (CPN) seront mis en place et se réuniront respectivement une fois et deux fois par an. Les termes de référence relatifs à l'organisation et au fonctionnement de ces Comités de pilotage seront produits avant le démarrage du projet par la FAO et revus par la Banque. Ils auront pour responsabilités d'approuver les plans de travail (PTA) annuels, régionaux et nationaux, ainsi que les budgets y afférents, de donner des orientations techniques et opérationnelles pour une bonne mise en œuvre du projet, et de suivre l'avancement des activités régionales et nationales afin de s'assurer de leur synergie.

Les Comités de pilotage aux niveaux régional et national vérifieront les résultats du projet pour s'assurer que ce dernier ne dévie pas de ses objectifs. Le suivi-évaluation par l'équipe du projet sera appuyé par l'Unité technique chef de file les fonctionnaires chargés des forêts dans les Bureaux sous-régionaux de la FAO pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'est et par le Bureau régional pour l'Afrique de la FAO.

Le projet sera supervisé de manière périodique par le Secrétariat du FFBC pour vérifier l'état de ses réalisations sur le terrain, évaluer le niveau des résultats atteints par rapport à ceux escomptés, donner des orientations et formuler des recommandations pour une meilleure efficacité dans la gestion du projet.

Une mission de supervision et d'évaluation à mi-parcours sera menée par le FFBC avec la participation des représentants de la FAO et des gouvernements concernés. A la fin du projet, la FAO rédigera un rapport d'achèvement qu'il soumettra au Secrétariat du FFBC. Une autre mission d'évaluation terminale sera effectuée par la FAO pour établir les réalisations et performances effectives du projet et tirer les enseignements qui serviront à enrichir le répertoire des meilleures pratiques opérationnelles de la FAO et des autres partenaires du secteur des PFNL.

5.2 Suivi et gestion des connaissances

Le projet contribuera à améliorer les connaissances sur les filières des produits forestiers non ligneux et leur contribution à la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations dépendantes des forêts et la préservation de la biodiversité dans le Bassin du Congo. Le projet soutiendra le renforcement des capacités et les efforts de formation du personnel des institutions comme le Secrétariat exécutif de la COMIFAC et des gouvernements aux niveaux régional, national et local par des séminaires et autres. Sur les sites pilotes, les capacités des petites et moyennes entreprises seront renforcées sur des thèmes tels que les mécanismes relatifs à l'amélioration de la valeur ajoutée, le marketing, la transformation et la gestion durable des PFNL. Le projet revêt des aspects novateurs, et notamment l'approche multi-acteurs pour l'amélioration des cadres légaux, des politiques et stratégies nationales en vue de la promotion du secteur des PFNL en Afrique centrale. Les connaissances mobilisées dans le cadre du projet seront publiées sur le site Internet de la COMIFAC, du FFBC et celui de la FAO.

5.3 Communication et visibilité

L'approche privilégiée renvoie à une communication interactive entre les différentes parties prenantes engagées dans le projet. Une «mailing list» sera mise en place au démarrage du projet pour partager régulièrement l'information sur l'avancement du projet, ses activités, ses acquis et ses produits. Les parties prenantes et les partenaires au développement vont ainsi s'imprégner de l'évolution des activités et surtout de l'atteinte des résultats escomptés. Le projet usera aussi d'autres moyens de communication (radio, télévision, presse écrite) pour assurer la visibilité de ses produits. Les événements phares seront couverts par la presse nationale, en l'occurrence l'Atelier de lancement, les Ateliers de validation des différents produits et l'Atelier de validation du document de Stratégie et du plan de mise en œuvre. Chacune de ces étapes fera l'objet d'un rapport dont le contenu sera largement diffusé. Un système d'information sur les PFNL sera mis en place.

5.4 Calendrier des rapports

Le Coordonnateur régional du projet sera responsable de la préparation des rapports relatifs à l'avancement du projet. Les rapports semestriels de mise œuvre du projet seront préparés par le Coordonnateur régional du projet, approuvés par SFC et l'Unité technique chef de file de la FAO et ensuite envoyés au COMIFAC et à la BAD.

A la fin de chaque mission, les consultants nationaux et internationaux soumettront au Coordonnateur régional du projet un rapport de mission contenant les principaux résultats, les conclusions et recommandations.

Le rapport final sera préparé par le Coordonnateur régional du projet, approuvé par SFC et l'Unité technique chef de file de la FAO et ensuite envoyé au COMIFAC, aux gouvernements concernés et à la BAD à la fin du projet.

ANNEXES

Annexe 1 Budget du projet GCP/RAF/479/AFB

Titre du projet: Renforcement de la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire en Afrique centrale

Durée: Trois ans

Budget: 4 225 060 USD

Lignes budg.	Apports	Sous-chapitre budgétaire	Chapitre budgétaire
	Coût du personnel		1 828 648
5300	Professionnel : Coordonateur régional du projet (P4)	720 000	
	5 Coordonnateurs + 1 spécialiste RN	648 000	
5500	Service général (6 assistantes + 6 chauffeurs)	460 648	
5013	Consultants		136 309
5542	Consultants – Internationaux	35 000	
5543	Consultants – Nationaux	101 309	
5014	Contrats		388 740
5652	Budgets contractuels (lettres d'accord)	388 740	
5021	Voyages		125 080
5661	Autres frais de voyages (personnel de la FAO)	15 000	
5684	Consultants – Internationaux	35 000	
5685	Consultants – Nationaux	43 000	
5692	Voyages SAT	32 080	
5023	Formation		303 000
5920	Budget formation	303 000	
5024	Matériel non-durable (fournitures)		114 870
6000	Matériel courant	114 870	
5025	Equipement durable		235 200
6100	Budget équipement durable	235 200	
5027	Services d'appui technique		115 537
6111	Coût des rapports	7 357	
6116	Evaluation du projet (par la FAO)	45 000	
6120	Honoraires SAT	63 180	
5028	Frais généraux de fonctionnement		375 000
6300	Budget frais généraux de fonctionnement	375 000	
5029	Coûts d'appui		470 910
6130	Frais indirects de fonctionnement	470 910	
	Imprévu		131 766
Total			4 225 060

Annexe 2

Cadre logique du projet GCP/RAF/479/AFB

Titre du projet: Renforcement de la contribution des produits forestiers non ligneux à la sécurité alimentaire en Afrique centrale

Durée: Trois ans

Budget: 4 225 060 USD

Résumé	Indicateurs/cibles	Sources des données	Hypothèses
Impact: Les moyens d'existence des communautés dépendant des forêts d'Afrique centrale, en particulier des groupes les plus vulnérables, sont améliorés	Les revenus procurés par la commercialisation des PFNL augmentent de 50 pour cent par entrepreneur impliqué dans les filières des PFNL	Etudes de base	La situation de sécurité ne se détériore pas dans les pays de la COMIFAC
Effet direct: Un cadre institutionnel qui permet aux communautés locales de tirer profit des PFNL en levant les barrières à leur gestion et commercialisation durable	<p>A la fin du projet, chaque pays bénéficiaires dispose d'une stratégie, d'un plan d'actions et d'une réglementation dans lesquels les directives de la COMIFAC et les principes du droit à une alimentation adéquate sont pris en considération</p> <p>A la fin du projet, au moins 200 petites et moyennes entreprises forestières de PFNL impliquées dans la collecte, la transformation, la commercialisation et la domestication des PFNL sont fonctionnelles et bénéficient du nouveau Cadre institutionnel pour mener à bien leurs activités</p>	Rapports d'avancement du projet, documents techniques	Les décideurs politiques acceptent d'utiliser une approche fondée sur les droits de l'homme
Produit 1: Un cadre politique et juridique national qui intègre les directives de la COMIFAC sur PFNL et les principes du droit à une alimentation adéquate est établi dans chaque pays	Indicateur 1.1: A la fin de la première année, les Cadres politiques et juridiques nationaux sont analysés, leurs forces et faiblesses relatives aux Directives PFNL, au COMIFAC, et au droit à l'alimentation sont identifiées	Rapports techniques	Les comités consultatifs nationaux sont fonctionnels et incluent les acteurs nationaux et locaux des différents secteurs impliqués dans les PFNL
	Indicateur 1.2: A la fin de la deuxième année, les projets de Stratégies nationales et des plans d'actions sont validées par les Comités consultatifs nationaux et soumis à l'approbation des Gouvernements	Document (Draft) des Stratégies et plans d'action nationaux + lettre de transmission au Gouvernement	
	Indicateur 1.3: A la fin de la deuxième année, les propositions d'amélioration des décrets/articles sont revus par les Comités consultatifs et soumises à l'approbation des Ministères en charge des forêts	Document (Draft) des décrets/articles + lettre de transmission au Gouvernement	

Résumé	Indicateurs/cibles	Sources des données	Hypothèses
Produit 2: Les capacités des acteurs impliqués dans le secteur des PFNL sont améliorées	Indicateur 2.1: Les experts PFNL échangent au moins une fois par an dans le cadre du sous-groupe de travail PFNL de la COMIFAC	Rapport des réunions du sous-groupe de travail PFNL de la COMIFAC	Les sites pilotes sont situés dans des zones non exposées aux conflits socio-politiques.
	Indicateur 2.2: Les acteurs impliqués dans le secteur des PFNL, dans chaque pays concerné par le projet, échangent au moins trois fois par an dans le cadre des Comités consultatifs nationaux	Rapport des réunions des Comités consultatifs nationaux	
	Indicateur 2.3: A la fin de la première année du projet, les PFNL clés à commercialiser, les producteurs, transformateurs et commerçants dans les sites pilotes et les marchés urbains sont identifiés	Rapports techniques	
	Indicateur 2.4: A la fin de la deuxième année du projet, au moins cinquante plans de développement d'entreprise (PDE) ont été élaborés dans chaque pays bénéficiaire	Rapport des formations sur l'approche ADM (Analyse et Développement des Marchés) PDE et rapports de facilitation du processus d'élaboration des PDE	
	Indicateur 2.5: A la fin de la deuxième année, un plan de gestion d'un ou plusieurs PFNL est élaboré et approuvé par les parties prenantes au niveau de chaque site pilote	Plans de gestion et rapports de facilitation du processus d'élaboration des plans de gestion	
Produit 3 : L'information sur l'importance des PFNL dans le développement économique et social est accessible	Indicateur 3.1: L'information sur les thèmes prioritaires est collectée, consolidée et diffusée pendant toute la durée du projet	Rapports des consultants juristes	Le projet n'est pas confronté aux restrictions sur la diffusion de l'information dans les pays bénéficiaires
	Indicateur 3.2: A la fin de la première année, un système d'information sur les PFNL est mis en place dans chaque pays bénéficiaire du projet	Rapports des Ateliers de validation Rapports des activités nationales	
	Indicateur 3.3: Chaque année, le projet participe à au moins dix événements (foires, ventes groupées, conférences) nationaux dans les cinq pays, trois événements régionaux et un événement international	Rapports de participation	

Résumé	Indicateurs/cibles	Sources des données	Hypothèses
Activités		Input	
Produit 1 Activité 1.1 Analyser les cadres politiques et légaux des PFNL Activité 1.2 Analyser les filières PFNL Activité 1.3 Faciliter l'élaboration participative des stratégies nationales des PFNL Activité 1.4 Faciliter l'élaboration des textes juridiques/réglementaires appropriés		Honoraires des consultants Salaires du personnel Coûts des voyages Réunion du Comité consultatif national Ateliers de validation	
Produit 2 Activité 2.1 Faciliter le dialogue multi-acteurs sur les PFNL à travers le sous groupe de travail de la COMIFAC et ses Comités consultatifs nationaux Activité 2.2 Réaliser les études de base dans les sites pilotes du projet Activité 2.3 Faciliter le processus de développement entrepreneurial et de gestion durable des principaux PFNL Activité 2.4. Assister les PMEFS dans la mise en œuvre des activités prioritaires identifiées pendant l'élaboration des PDE et des plans de gestion Activité 2.5 Améliorer la connaissance sur les PFNL à travers l'octroi des bourses d'études et de recherche aux étudiants et aux chercheurs		Honoraires des consultants Salaires du personnel Coûts des voyages Budget pour les bourses d'études Matériel de formation et de dissémination Matériel de dissémination Protocoles d'accord avec des ONG	
Produit 3 Activité 3.1 Consolider les informations sur les thèmes prioritaires des PFNL Activité 3.2 Diffuser ces informations à travers un système d'information sur les PFNL Activité 3.3 Participer aux événements nationaux, régionaux et internationaux		Salaires du personnel Honoraires des consultants Voyage Site web du projet	

Annexe 3 Plan de travail

Activités	An 1				An 2				An 3			
Produit 1. Un cadre politique et juridique national qui intègre les directives de la COMIFAC sur PFNL et les principes du droit à une alimentation adéquate est établi dans chaque pays												
Activité 1.1 Analyser les cadres politiques et légaux des PFNL	X	X	X									
Activité 1.2 Analyser les filières PFNL		X	X									
Activité 1.3 Faciliter l'élaboration participative des Stratégies nationales PFNL		X	X	X								
Activité 1.4 Faciliter l'élaboration des textes juridiques/réglementaires			X	X								
Produit 2. Les capacités des acteurs impliqués dans le secteur des PFNL sont améliorées												
Activité 2.1 Faciliter le dialogue multi-acteurs sur les PFNL à travers le sous groupe de travail de la COMIFAC et ses Comités consultatifs nationaux	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 2.2 Réaliser les études de base dans les sites pilotes du projet	X	X	X									
Activité 2.3 Faciliter le processus de développement entrepreneurial et de gestion durable des principaux PFNL		X	X	X	X	X	X	X				
Activité 2.4 Assister les PME dans la mise en œuvre des activités prioritaires identifiées pendant l'élaboration des PDE et des plans de gestion				X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 2.5 Améliorer la connaissance sur les PFNL à travers l'octroi des bourses d'études et de recherche aux étudiants et aux chercheurs			X				X					
Produit 3 L'information sur l'importance des PFNL dans le développement économique et social est accessible												
Activité 3.1 Consolider les informations sur les thèmes prioritaires des PFNL	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 3.2 Diffuser ces informations à travers un système d'information sur les PFNL			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 3.3 Participer aux événements nationaux, régionaux et internationaux	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Annexe 4 Mandat du personnel international et national

Conseiller Technique Principal

Sous la supervision opérationnelle globale du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, la supervision technique du Directeur, Division de l'économie, des politiques et des produits forestiers (FOE), l'appui et l'aide des fonctionnaires forestiers au siège de la FAO et des Bureaux sous régionaux (SFC & SFE) et en étroite coopération avec les bureaux nationaux de la FAO, les agences partenaires, les autorités nationales et les principales ONG impliquées dans la conservation et le développement des produits forestiers non ligneux en Afrique centrale, le responsable du projet désigné assurera la mise en œuvre effective des activités du projet et devra en particulier:

- revoir et analyser les cadres institutionnels existants, responsabilités et capacités pour le développement des PFNL (en termes d'éducation et formation, de transfert de technologie, transformation, services de vulgarisation, mécanismes de crédit, systèmes de commercialisation et d'information, d'investissements, etc.) dans la région, identifier les manques institutionnels dans les thématiques et/ou la couverture géographique et identifier les mesures pour les renforcer dans le cadre de cette proposition de projet;
- en étroite collaboration avec la FAO, établir des contacts et entretenir des relations de travail avec les gouvernements, les agences appropriées, les organisations gouvernementales, les projets et les processus politiques actifs dans la région de la COMIFAC et explorer les possibilités de collaboration mutuelle dans le cadre de cette proposition de projet;
- procurer des conseils aux gouvernements pour développer des politiques appropriées promouvant l'utilisation durable des PFNL; et sur leur contribution à la sécurité alimentaire et au droit à l'alimentation;
- être responsable de toutes les activités du projet comme cela est détaillé dans le prodoc, et assurer une supervision globale du PFN/CNP pour la mise en œuvre des activités du projet au Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad;
- en particulier, préparer/superviser les rapports de synthèse, les contrats et les Protocoles d'accord réalisés par le projet, notes politiques, site Web du projet et fournir un soutien technique aux consultants et activités de terrain;
- superviser le matériel et les Ateliers de formation organisés par le projet, de même que guider la participation du projet aux événements internationaux;
- développer des concepts pour renforcer les capacités nationales et régionales dans les politiques forestières liées aux PFNL et développement des petites et moyennes entreprises de PFNL et identifier les activités de suivi pour leur mise en œuvre;
- assister les consultants et experts engagés, avec la préparation de leurs contrats et rapports; rédiger le rapport final du projet; et participer à l'évaluation à moyen terme et de fin de projet selon les besoins;
- réaliser d'autres tâches selon les besoins.

Durée du contrat: Trois ans

Lieu d'affectation: Yaoundé, Cameroun; voyage au Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad;

Qualifications:

Diplôme universitaire en agriculture, foresterie, biologie, économie, sciences sociales ou autre domaine proche. Au moins dix années d'expérience professionnelle en gestion de projet (dont projets FAO), gestion des ressources en PFNL, commerce des PFNL, développement des petites entreprises et expérience de travail dans la région d'Afrique centrale.

Langues:

Français et anglais

Note: Les Termes de référence (ToR) peuvent être révisés et modifiés durant la mise en œuvre du projet.

Assistant(e) administratif (ve)

Sous la responsabilité et la supervision directe du Conseiller technique principal (CTP), l'Assistant(e) administratif aura à accomplir les tâches suivantes:

- assister le CTP dans toutes les questions administratives liées au projet et à ses activités;
- assister le CTP au niveau du formatage/mise en page des rapports; et/ou autres publications, et du matériel de vulgarisation et de communications sur le projet;
- assister le CTP en matière de technologies de l'information liées aux questions de bureau dans les structures du projet;
- assister le CTP dans la mise à jour de la page d'accueil du site Web du projet;
- réaliser d'autres tâches selon les besoins.

Durée du contrat: Trois ans

Lieu d'affectation: Yaoundé, Cameroun

Date de démarrage: Après recrutement du CTP

Langue de travail: Français et anglais

Note: Les ToR peuvent être révisés et modifiés durant la mise en œuvre du projet.

Spécialiste en ressources naturelles – PFNL

Sous la responsabilité et supervision directe du Conseiller technique principal (CTP), et avec l'aide et le soutien des fonctionnaires forestiers au siège de la FAO et des Bureaux sous-régionaux (SFC et SFE), le spécialiste des ressources naturelles - PFNL devra:

- assister et soutenir le CTP par des conseils techniques et une revue pour l'exécution de toutes les activités du projet ainsi que pour fournir un appui technique aux points focaux nationaux du Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad;
- soutenir l'intégration des Directives régionales sur les PFNL dans les législations nationales et soutenir la formulation et revue de politiques correspondantes dans le cadre de ce projet.
- collecter, revoir et analyser l'information sur le rôle des PFNL dans le développement des droits de l'homme basés sur le concept de gestion durable des forêts (GDF), intégrant (au niveau juridique, social et technique) les usages des PFNL pour la subsistance et les activités commerciales.
- assister le CTP à consolider les connaissances et les outils techniques et les meilleures pratiques pour développer les PFNL et sur les questions ayant trait aux aliments provenant des forêts en Afrique centrale.
- assister le CTP à mener des campagnes de sensibilisation, vulgarisation et lobby, et rassembler l'information sur la gestion et la domestication des PFNL, l'agroforesterie, les systèmes de production agricole.
- assister le CTP dans tous les domaines liés au développement des publications, des brochures, du matériel de vulgarisation et de communication sur le projet; et à la mise à jour de la page d'accueil du site Web du projet.
- collecter, revoir, et analyser l'information sur le cadre institutionnel, politique et réglementaire gouvernant l'utilisation des PFNL comestibles dans la région; et soutenir la formulation et revue de politiques participatives et transparentes pour améliorer les conditions en faveur de l'établissement et de l'appui aux petites et moyennes entreprises forestières (PMEF).
- renforcer les capacités d'analyse du gouvernement, du secteur privé, des PMEF et des ONG en analysant les opportunités et propositions d'investissement pour les PFNL basés sur les PMEF.
- identifier et assister dans les principaux domaines d'intervention pour les activités régionales à entreprendre par le projet dans le but de stimuler l'échange de connaissances scientifiques au niveau régional, les besoins de formation, de technologies et compétences appropriés en matière de PFNL/sécurité alimentaire/droit à l'alimentation parmi les institutions, les agences et les techniciens dans la région et dans les cinq pays participants.
- accomplir d'autres tâches selon les besoins.

Durée du contrat:

Trois ans

Lieu d'affectation:

Yaoundé, Cameroun; avec des voyages au Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad;

Date de démarrage:

Après recrutement du CTP

Langue de travail:

Français et anglais

Note: Les ToR peuvent être révisés et modifiés durant la mise en œuvre du projet.

Coordinateur national du projet

Fonctions:

Sous la supervision opérationnelle et technique globale du CTA et avec l'aide et le soutien du spécialiste des ressources naturelles du PFNL, des fonctionnaires forestiers au siège et des bureaux sous régionaux (SFC et SFE) et en étroite collaboration avec les bureaux nationaux, les agences partenaires, les autorités nationales et les principales ONG impliquées dans la conservation et le développement des produits forestiers dans le pays, le coordinateur national du projet assurera la mise en œuvre effective des activités du projet dans les pays et devra en particulier:

- revoir et analyser le cadre institutionnel existant, les responsabilités et les capacités pour le développement des PFNL dans le pays, identifier les problèmes institutionnels thématique et/ou géographique et identifier les mesures pour les renforcer dans le cadre de cette proposition de projet;
- établir des contacts avec les agences utiles actives dans les pays et explorer les possibilités de collaboration mutuelle dans le cadre de cette proposition de projet;
- être responsable de toutes les activités du projet à mettre en œuvre dans les pays et sur les sites pilotes sélectionnés; identifier les principaux domaines d'intervention pour les activités sur les sites pilotes à réaliser par le projet;
- soutenir l'intégration des Directives régionales sur les PFNL dans les cadres législatifs nationaux et la formulation et la revue des politiques nationales;
- consolider les outils et procédures pour une utilisation durable des PFNL sur les sites pilotes;
- soutenir la formulation et revue des politiques participatives et transparentes pour améliorer les conditions en faveur de l'établissement et du soutien de petites et moyennes entreprises forestières (PMEF);
- renforcer les capacités des gouvernements, du secteur privé, des PMEF et des ONG en analysant les opportunités d'investissement;
- procurer des conseils aux gouvernements pour développer des politiques appropriées pour promouvoir l'utilisation durable des PFNL; et sur les questions de contribution à la sécurité alimentaire et au droit à l'alimentation;
- préparer/superviser les rapports de synthèse nationaux, les contrats et les Protocoles d'accord réalisés par le projet, des notes politiques, informations/données pour le site Web du projet et pour fournir un soutien technique aux consultants et activités sur le terrain dans les pays et sur les sites pilotes;
- en étroite collaboration avec les partenaires participants, soutenir les consultations et Ateliers dans les pays et sur les sites pilotes; superviser le matériel et les Ateliers de formation organisés par le projet, ainsi que guider la participation du projet à des événements nationaux comme requis;
- assister les consultants et contracter des experts avec la préparation de leurs contrats et rapports; rédiger les rapports de projet nationaux pour soumission au CTP; et assister dans l'évaluation du projet à moyen terme ou à la fin du projet comme requis;
- réaliser d'autres tâches selon les besoins.

Durée du contrat:

Trois ans

Lieu d'affectation:

Capitale des pays participants, + voyage dans les pays

Qualifications:

Diplôme universitaire en agriculture, foresterie, biologie, économie, sciences sociales ou toute thématique y ayant trait. Au moins cinq années d'expérience professionnelle en gestion de projet, gestion des ressources en PFNL, développement de petites entreprises et expérience de travail sur le terrain.

Langues:

Français

Note: Les ToR peuvent être révisés et modifiés durant la mise en œuvre du projet.

Mandats des Consultants

Les consultants fourniront les contributions suivantes:

- 1) **Un spécialiste de l'évaluation de projet** pour un mois durant la deuxième année, responsable de l'équipe de la mission d'examen de l'évaluation à mi-parcours du projet.
- 2) **Un spécialiste de la législation forestière** pour un mois durant la première année, pour orienter l'intégration des Directives régionales sur les PFNL dans les cadres législatifs nationaux et rédiger leurs textes d'application correspondants.
- 3) **Un spécialiste du Droit à l'alimentation** pour un mois durant la première année du projet (**aspects juridiques**) et durant la deuxième année du projet (**aspects politiques**) pour orienter respectivement la préparation et la bonne intégration du droit à l'alimentation dans les législations nationales forestières et agricoles et pour rédiger ses textes d'application correspondants; revoir les politiques et les stratégies forestières nationales en faveur de la sécurité alimentaire celles-ci devant aussi être conformes au droit à l'alimentation.
- 4) **Un spécialiste de la transformation des PFNL** pour un mois durant la deuxième année, pour évaluer la situation des technologies et procédures de transformation des PFNL existantes dans la région et plus spécifiquement pour orienter le projet sur les équipements de transformation appropriés à utiliser/promouvoir dans les six sites pilotes sélectionnés que le projet doit acheter.
- 5) **Un spécialiste du marketing des PFNL** pour un mois durant la deuxième année, pour évaluer le statut existant des procédures de commercialisation des PFNL dans la région et plus spécifiquement pour conseiller le projet sur les stratégies de marketing les plus appropriées à employer sur les six sites pilotes du projet.
- 6) **Un spécialiste de vulgarisation sur les PFNL et le développement rural** pour un mois durant la troisième année, pour assister le projet à passer en revue/mettre à jour le matériel d'information sur les résultats provisoires du projet, et pour élaborer une stratégie de vulgarisation pour accroître la diffusion des résultats du projet pour une duplication dans tous les pays de la région de la COMIFAC.
- 7) **Un spécialiste d'investissement sur les PFNL et le développement rural** pour un mois durant la troisième année, pour assister le projet à passer en revue le potentiel d'investissement des résultats du projet existants, pour préparer et contribuer au Forum d'investissement et pour préparer une version préliminaire de Stratégie d'investissement pour accroître le potentiel de développement économique des entreprises basées sur les PFNL dans la région de la COMIFAC pour attirer les investissements du secteur privé.

Des termes de référence spécifiques seront rédigés durant l'Atelier de lancement du projet selon les besoins ou durant la mise en œuvre du projet au moment où leurs tâches deviennent plus spécifiques.